

Rapport final Module G3 : « Info Guerre mondiale, France »

QuestIE 2025-2026

1. BRUNEAU Osgard RIE09
2. MUSSLE Mathis RSIC08
3. DUPLOUY Amaury RIE09
4. WINTERS Zoé SIE29
5. PERCIE DU SERT Léopold RIE09
6. BOVERO Ogier RSIC08

Table des matières

Résumé exécutif.....	3
Synthèse des principaux enseignements.....	3
Présentation de la méthodologie et des sources	3
Introduction.....	4
I. Périmètre d'action.....	5
A. Moscou-Paris : État final recherché (EFR).....	5
1) Affaiblir la cohésion interne et la confiance dans les institutions	5
2) Éroder le soutien français à l'Ukraine et à la confrontation avec Moscou.....	5
3) Délégitimer la posture stratégique de la France en Europe, en Afrique et dans le monde.....	5
4) Fragmenter la France comme puissance « archipel » : l'outre-mer et la remise en cause de sa souveraineté.....	5
5) Tester et saturer les défenses françaises dans la durée.....	6
B. Le public visé.....	6
1) L'opinion publique.....	6
2) Les blocs politiques polarisés et milieux anti-système.....	6
3) Les jeunes : public ultra-connecté	6
4) Les Outre-mer : public sensible aux questions de souveraineté.....	7
5) Le public francophone de l'international : les diasporas	7
II. Les dispositifs d'influence	7
A. Les canaux de communication	8
B. Les modes d'action	8
C. Les relais.....	9
1) Relais humains : influenceurs et experts.....	9
2) Un système organisé de fabrication et d'amplification des experts.....	9
III. Chronologie des événements	10
A. Frise chronologique	10
B. Analyse des évolutions et mutations.....	10
BIBLIOGRAPHIE.....	12

Résumé exécutif

Synthèse des principaux enseignements

L'analyse met en évidence la guerre informationnelle menée par la Russie visant la France, inscrite dans la continuité des « mesures actives » soviétiques. Cette stratégie vise à éroder progressivement, et à affaiblir la cohésion nationale, à délégitimer l'action publique et à réduire la capacité de l'État à agir dans la durée. La chronologie montre une évolution des modes opératoires, passant de dispositifs médiatiques identifiables à des actions plus diffuses, fragmentées et difficilement attribuables.

Un constat central ressort : l'ingérence repose majoritairement sur une désinformation s'appuyant sur le réel. Les campagnes analysées s'appuient sur des faits avérés tels que les inégalités territoriales, tensions identitaires, crises sociales, sentiment d'abandon, immigration, violences ou conflits mémoriels qui sont extraits de leur contexte institutionnel et réassemblés dans des narratifs simplificateurs et accusatoires ce qui renforce leur crédibilité auprès des publics ciblés.

Les Outre-mer apparaissent comme un front particulièrement sensible, car ils touchent directement à l'intégrité territoriale, à la continuité juridique de la République et à l'appartenance nationale. Les actions informationnelles peuvent contribuer à fragiliser la souveraineté française en instrumentalisant des contentieux existants et des registres géopolitiques ou décoloniaux, et en amplifiant des crises politiques ou sociales réelles.

À l'échelle nationale, la même logique est observée dans l'exploitation des fractures sociétales. Antisémitisme, islamophobie, racisme, immigration, violences policières ou conflits mémoriels sont instrumentalisés de manière symétrique afin d'attiser les extrêmes, d'alimenter la polarisation et d'installer une défiance durable à l'égard des institutions.

Enfin, le rapport met en évidence des modes opératoires récurrents et industrialisés : réseaux coordonnés, amplification algorithmique, usurpation de médias et recours à des « experts » servant de cautions analytiques. Ces dispositifs brouillent durablement la frontière entre information, opinion et influence.

Présentation de la méthodologie et des sources

Afin de produire ce rapport, nous avons analysé la guerre informationnelle visant la France selon plusieurs angles. Il nous a d'abord paru pertinent d'effectuer une lecture territoriale, distinguant l'Hexagone et les Outre-mer, afin d'identifier des vulnérabilités spécifiques. Cette approche a toutefois montré ses limites, en raison du caractère transversal et interconnecté des actions informationnelles observées.

Nous avons poursuivi la construction du rapport autour des aspects propres à la guerre informationnelle : objectifs recherchés, narratifs mobilisés, cibles, canaux de diffusion, relais humains et modes opératoires afin de rendre compte de la cohérence d'ensemble des stratégies identifiées.

Les sources mobilisées reposent sur un croisement entre rapports et communications institutionnels français, des sources institutionnelles russes et des relais identifiés, ainsi que des articles de presse généraliste et spécialisée, afin d'assurer la cohérence et la diversité des informations recueillies et de limiter les biais d'interprétation.

Introduction

Tout d'abord, la confrontation informationnelle russo-française ne naît pas avec l'invasion de l'Ukraine : elle s'inscrit dans l'héritage des « [mesures actives](#) » soviétiques pendant la guerre froide, puis dans la montée en puissance de l'appareil médiatique russe des années 2000 : lancement de *Russia Today*, structuration d'un discours anti-occidental (nous parlerons ici de l'*Occident* au sens moderne, présenté par Alexandre Del Valle sous le concept d'Occident International Libéral -*OIL*- (L'Occident international libéral (OIL) désigne l'ensemble des États et acteurs occidentaux organisés autour d'un ordre international fondé sur les principes du libéralisme politique, économique et institutionnel). À ce stade, l'infoguerre existe déjà, mais à une intensité relativement modérée, davantage centrée sur la propagande et le soft power.

L'avènement de la guerre en Ukraine, résultat de 20 ans de combats informationnels entre l'*OIL* la Russie et ses alliés, nous pousse à dénoncer et à traquer l'infoguerre russe et pousse la Russie à l'intensifier.

Un premier tournant intervient avec l'annexion de la Crimée en 2014 : rupture avec l'UE et l'OTAN, sanctions, et lancement de campagnes russes plus offensives contre l'*OIL* et la France. La période 2015-2017 ([attaque de TV5 Monde](#), opération [MacronLeaks](#)) marque les premiers essais d'ingérences directes dans le débat politique français. Depuis 2022 et le début du conflit en Ukraine, l'infoguerre s'intensifie : industrialisation des opérations, faux sites, bots, IA, ciblage continu de l'opinion française. Le rapport se concentre sur cette phase 2022-2025, tout en la replaçant dans le temps long.

La France n'est pas une cible parmi d'autres. Membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, puissance nucléaire, pilier de l'UE et de l'OTAN, son gouvernement emmené par le président Emmanuel Macron apporte un soutien inconditionnel à l'Ukraine. Ce positionnement place la France comme cible prioritaire de la guerre informationnelle russe.

La spécificité française tient aussi à sa géographie. La France n'est pas seulement une puissance européenne : c'est un archipel mondial dont la présence s'étend dans l'Atlantique, l'océan Indien et le Pacifique via ses outre-mer. Cet ensemble lui donne l'une des plus vastes Zone Économique Exclusive (ZEE) au monde et une présence militaire, diplomatique et économique durable sur plusieurs points stratégiques, faisant de la France une puissance à la fois atlantique et indo-pacifique.

Parallèlement, la société française est traversée par de nombreuses tensions : économiques (pouvoir d'achat, gilets jaunes, « Vie chère »), fractures territoriales, débats explosifs sur l'immigration et la sécurité, crispations identitaires et religieuses (islam / laïcité, antisémitisme, polarisation autour de Gaza), sentiment d'abandon dans certains Outre-mer. Ces vulnérabilités offrent un terrain idéal aux opérations informationnelles, qui accentuent les fractures pour nourrir la défiance envers l'État, les médias et les institutions, et projeter à l'internationale l'image d'une France en crise.

Pour comprendre cette dynamique, nous nous appuyons sur la doctrine soviétique des « mesures actives » (Активные мероприятия) et sur la notion de subversion idéologique popularisée par Yuri Bezmenov, ancien officier du KGB passé à l'Ouest : qui cherche moins à convaincre qu'à brouiller la perception du réel et à exploiter les contradictions d'une société. Sous Vladimir Poutine, cette culture a été actualisée et industrialisée : la guerre de l'information combine désormais, de façon coordonnée, médias d'État, diplomatie, réseaux sociaux, cyber-hactivisme, actions de terrain, exploitation de contentieux territoriaux (comme Mayotte) et recours croissant aux outils d'intelligence artificielle (IA).

I. Périmètre d'action

A. Moscou-Paris : État final recherché (EFR)

Compte tenu du positionnement stratégique de la France décrit en introduction, la guerre de l'information russe poursuit trois grands objectifs convergents : fragiliser sa cohésion interne et la confiance dans ses institutions, réduire sa capacité d'action extérieure (notamment en Europe et en Afrique) ainsi que dans son territoire d'outre-mer afin d'entamer durablement sa crédibilité comme puissance de premier plan. Les développements qui suivent distinguent ces EFR internes et externes et montrent comment ils s'articulent autour de la question ukrainienne, du Sahel et des territoires ultramarins.

1) Affaiblir la cohésion interne et la confiance dans les institutions

Le point le plus important de l'EFR russe est de fragmenter la société française. Les opérations informationnelles russes visent à [creuser le fossé entre « élites » et la population](#), à nourrir la défiance envers l'État, les médias et les experts, et à accentuer les lignes de fracture existantes (pouvoir d'achat, immigration, sécurité, tensions religieuses et communautaires, crise de représentation politique).

2) Éroder le soutien français à l'Ukraine et à la confrontation avec Moscou

Dans un deuxième temps, la Russie souhaite réduire, dans la durée, le soutien français à l'Ukraine à la fois dans l'opinion publique et au sein des élites. Les narratifs russes cherchent à présenter l'aide à Kiev comme coûteuse, inutile et [contraire aux intérêts nationaux](#) : sanctions « [suicidaires](#) », inflation, crise énergétique. La Russie cherche à accuser la politique française vis-à-vis du conflit comme une des raisons de ses problèmes politiques, économiques, sociaux ou sécuritaires.

3) Délégitimer la posture stratégique de la France en Europe, en Afrique et dans le monde

La Russie tente de réduire la crédibilité de la France comme puissance d'équilibre et comme garante de la sécurité de l'Europe. En Afrique, notamment au Sahel, elle s'emploie à présenter Paris comme une puissance néocoloniale, afin de forcer l'expulsion des Français et d'ouvrir l'espace afin de développer son influence (par le biais de son [État, de relais médiatiques](#), de [SMP](#)). Plus largement, il s'agit de faire de la France un acteur contesté, dont la parole sur les droits de l'homme, la démocratie apparaît comme [hypocrite](#).

4) Fragmenter la France comme puissance « archipel » : l'outre-mer et la remise en cause de sa souveraineté

Un axe spécifique de l'EFR concerne la fragmentation politique de la France en tant que puissance mondiale à travers les Outre-mer. En soutenant les revendications comoriennes concernant Mayotte (9 novembre 2018) et en mobilisant les registres du droit international et de la décolonisation, Moscou, en s'alignant de façon exceptionnelle avec la politique onusienne, contribue à présenter la France dans l'océan Indien comme illégitime et héritée d'un ordre colonial injuste (la Nouvelle Calédonie est considérée comme une colonie par l'ONU, la Russie accuse la France de contrôler Mayotte au même titre que la Crimée). Cette mise en cause s'inscrit dans une logique de « stratégie des dominos » : si la souveraineté française sur Mayotte est jugée discutable (contre les convictions locales), alors la

Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française ou d'autres territoires ultramarins peuvent, à leur tour, être symboliquement remis en question. Cette approche converge avec un objectif plus large : affaiblir la présence française dans le monde, encourager les mouvements séparatistes ou indépendantistes et fragiliser la France dans ses positions atlantique et indo-pacifique. En soutenant ou en relayant tout discours qui présente les outre-mer comme des territoires « occupés » ou « néo-coloniaux », la Russie cherche à fissurer l'unité nationale, à tendre les relations entre Paris et ses territoires et à réduire la profondeur stratégique globale de la France.

5) Tester et saturer les défenses françaises dans la durée

Enfin, la France est un terrain d'essai. En multipliant les campagnes ([faux sites](#), bots, [opérations de terrain amplifiées](#) en ligne, usage de l'IA), Moscou teste la réactivité des dispositifs français ([VIGINUM](#), services de renseignement, régulateurs, diplomatie publique) et leur capacité à attribuer et à contrer ces opérations. L'EFR n'est pas seulement un effet immédiat sur l'opinion, mais l'installation d'un harcèlement informationnel permanent qui use les défenses, normalise l'ingérence et rend l'espace informationnel français durablement instable. L'objectif russe tend à submerger les capacités de protection numériques françaises.

B. Le public visé

La stratégie informationnelle russe repose sur un ciblage fin de plusieurs catégories de public, en France dans les espaces qui influencent directement le débat. On distingue cinq grands ensembles.

1) L'opinion publique

Les classes moyennes et populaires constituent une cible prioritaire des [opérations informationnelles russes](#) car elles sont les plus exposées aux contenus numériques et les plus directement affectées par la [vie chère](#) et sont donc peu favorables à un engagement militaire en Ukraine. Un [sondage](#) de 2024 indique que seuls 31 % des jeunes Français et 17 % des plus de 50 ans soutiennent l'envoi de troupes sur le front ukrainien, révélant qu'une large majorité de la population y est défavorable. Cette statistique est un atout que la Russie emploie pour faire pencher la balance en [sa faveur](#).

2) Les blocs politiques polarisés et milieux anti-système

Aux deux bords de l'arc politique français, on retrouve les extrêmes : plus sensibles aux discours allant à l'encontre des politiques gouvernementales ou même parfois anti-système. Avoir leur appui et réussir à injecter des idées pro-russes au sein de ces groupes représente donc une opportunité importante. Le discours est bien évidemment adapté en fonction de la position politique de ces groupes sur l'arc politique. Dans les milieux d'extrême gauche, on présente Poutine comme [un anticapitaliste et anti-impérialiste](#). À l'extrême droite, il est présenté comme [un homme fort, défenseur des valeurs traditionnelles](#).

3) Les jeunes : public ultra-connecté

Les jeunes, qui s'informent surtout via les réseaux sociaux, constituent une cible prioritaire. Moscou s'appuie sur la data et les algorithmes des plateformes pour pousser des [contenus courts, émotionnels et "bruts"](#) (vidéos de combats, témoignages, extraits de discours) via des faux comptes, des bots et des influenceurs approchés depuis 2022.

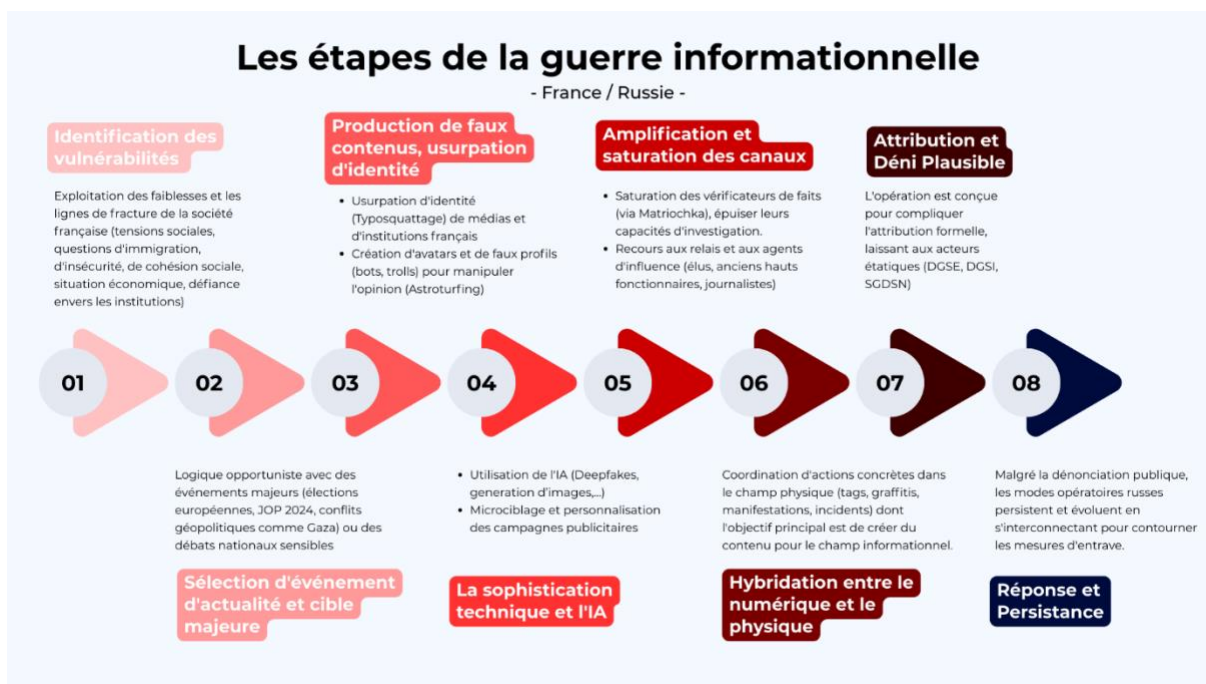
4) Les Outre-mer : public sensible aux questions de souveraineté

Les populations ultramarines de Mayotte, mais aussi de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française, des Antilles sont ciblées pour leur positions stratégiques, aussi importantes que vulnérables pour la France, sans oublier la portée symbolique que peuvent avoir ses territoires. En soutenant les revendications comoriennes sur Mayotte et en rappelant les [résolutions de l'ONU](#), Moscou cherche à délégitimer la présence française dans l'océan Indien, en s'appuyant sur un héritage colonial jugé criminel. Tout cela dans une logique de dominos où la contestation mahoraise pourrait se propager à l'ensemble des Outre-mer. Ce discours vise à la fois les opinions locales, les milieux internationaux sensibles à la décolonisation et les Français déjà traversés par un doute sur le [traitement réservé à ces territoires](#).

5) Le public francophone de l'international : les diasporas

Enfin, l'Afrique francophone, en particulier au Sahel, ainsi que les diasporas africaines et russes en France, constituent un public clé. [Les narratifs y présentent la France comme puissance néocoloniale déstabilisatrice, tandis que la Russie se met en scène comme partenaire "respectueux" et "protecteur"](#).

II. Les dispositifs d'influence



A. Les canaux de communication

Pour atteindre l'EFR, la Russie utilise des canaux de communications conventionnels et non-conventionnels. Les étapes clés de la guerre informationnelle menée par des acteurs russes se décomposent comme tel : détection des vulnérabilités, amplification massive et ciblée et actions concrètes menées sur le territoire.

La guerre, selon Clausewitz, est une continuation de la politique par d'autres moyens, la lutte politique garde donc une part prégnante dans tout conflit. Dans cette lutte politique l'opinion publique joue un rôle central. C'est avec les guerres de décolonisation que l'on voit l'opinion publique devenir un levier décisif dans de l'issue des conflits : des États peuvent perdre politiquement sans être vaincus militairement (la France en Algérie, les États-Unis au Vietnam). Les canaux d'information deviennent alors un champ de bataille à part entière. Parmi eux, on compte la presse, la radio et la télévision, internet et les réseaux sociaux aujourd'hui. La collecte massive de données (navigation, centres d'intérêt, localisation) et les algorithmes de ciblage permettent de segmenter finement les publics et leur proposer des contenus courts, visuels et émotionnels, faisant du numérique un vecteur de [propagande et de désinformation](#) majeur.

En parallèle de ces canaux médiatiques, les acteurs de l'infoguerre s'appuient sur des [canaux institutionnels](#) (déclarations officielles, communiqués d'État, diplomatie) qui bénéficient d'un fort biais d'autorité auprès de l'opinion. Enfin, certains moyens moins courants car difficiles à mettre en œuvre peuvent avoir de très forts impacts : les actions physiques (tags, fausses manifestations, provocations ciblant différentes communautés...) et les leviers économiques, lorsque des [décisions d'entreprises](#) servent à influencer les choix et les perceptions du camp adverse.

B. Les modes d'action

Nombre de modes d'actions sont à recenser. Internet étant le premier champ de bataille du fait de la facilité de diffusion qu'il permet, les cas d'ingérences russes signalées se multiplient. La création de duplicatas de journaux auxquels le grand public fait confiance (sites, articles, médias de la presse quotidienne régionale -PQR-) est courante.

La campagne russe [Doppelganger](#) lancée en 2022 en est un exemple. Lors de cette dernière, la [Social Design Agency](#), une agence de création de faux contenus médias, a créé de nombreux sites de styles occidentaux pour relayer des idées anti-Ukraine et anti-Occident. De la même manière, l'opération [Storm 1516](#) lancée en 2023 a cherché à déstabiliser la cohésion européenne en répandant des fakes news dans les réseaux sociaux français à propos des élections moldaves. En effet, les russes ont misé sur une inondation des plateformes avec du contenu très extrême et violent pour éloigner le pays de l'Europe.

De plus, [la démocratisation de l'IA](#) dans les premières années du conflit russo-ukrainien a modifié la façon de répandre des fausses informations ou de la propagande. La très grande capacité de l'IA a donné l'occasion aux forces russes de mettre en place un système automatisé de création de faux comptes sur les réseaux sociaux qui peuvent répandre plus facilement une plus grande quantité d'information, dépassant les capacités des modérateurs de ces plateformes. En parallèle de cette nouvelle capacité, l'IA permet de générer du contenu frauduleux qui met en scène des situations à l'avantage des forces russes, cherchant ainsi à tromper un public non averti. Sans pour autant les remplacer, l'IA a donné aux réseaux sociaux une portée bien supérieure à celle qu'ils avaient auparavant.

C. Les relais

1) Relais humains : influenceurs et experts.

On constate depuis les années 2000 et l'arrivée de Vladimir Poutine que la Russie a mis en place un [appareil médiatique pour l'international](#) (Russia Today, Sputnik...). L'indépendance des experts, des présentateurs et des commentateurs n'est pas la question : l'appareil médiatique étant russe, il travaille pour les intérêts de la Fédération. En 2014, l'annexion de la Crimée et le début de la guerre dans le Donbass marquent un basculement vers une véritable « guerre de l'information ». L'appareil médiatique cité devient une brique structurante du dispositif de propagande à [l'international](#). Depuis 2022, on observe une industrialisation de ce procédé et un couplage à une stratégie de communication numérique sur les [réseaux sociaux](#). On constate également la multiplication de journalistes indépendants occidentaux pro-russes, de blogueurs, d'experts militaires relayant les éléments de langage du Kremlin.

Dans ce cadre, plusieurs Français ont été recrutés. Leur but est de crédibiliser le message de Moscou et d'impacter de manière plus efficace les consciences. En effet, un public porte plus d'attention au message d'un compatriote qu'à celui d'un étranger. Dans ces influenceurs on peut citer [Xavier Moreau](#) et [Adrien Bocquet](#). Ces derniers, habitant en Russie, produisent du contenu à destination de la France [et de l'espace francophone](#).

2) Un système organisé de fabrication et d'amplification des experts

Ces individus s'inscrivent dans des structures plus larges et structurées qui ont pour but de cibler la France. La diffusion de narratifs pro-Kremlin s'appuie sur la combinaison de canaux numériques, de relais humains et d'outils automatisés pour amplifier des messages hostiles à l'Ukraine, à l'OTAN et aux institutions occidentales en stimulant les peurs liées à la souveraineté, la sécurité et l'identité nationale. Par exemple, de nombreux soupçons pèsent sur un [financement de l'association Adama Traoré](#) par la Russie.

Pour cela, Moscou fait appel à de « [faux experts](#) », souvent d'anciens membres d'institutions internationales ou ayant eu une crédibilité dans leur pays puis tombés en disgrâce et qui obtiennent de nouveau du crédit par le biais de la Russie. On peut citer [William Scott Ritter Jr](#), ancien inspecteur des Nations unies, condamné pour pédocriminalité, qui depuis 2014 soutient publiquement la politique de Vladimir Poutine. [Christian Chevalier](#), est aussi un de ces relais en France, ancien conseiller régional en Bretagne et ancien élu du Rassemblement national, il publie régulièrement du contenu pro-russe. Par le biais de ces personnes, les comptes de réseaux sociaux ne se contentent plus de diffuser de faux articles de presse mais présentent désormais leurs publications comme des productions universitaires/officielles. Il y a là une tentative claire de [crédibiliser le discours pro-russe](#) pour l'inscrire dans le temps long et dépasser la cible principale de la désinformation russe, complotiste ou d'extrême droite, pour toucher la population plus largement.

III. Chronologie des événements

A. Frise chronologique

Voir annexe

B. Analyse des évolutions et mutations

Depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, la Russie est passée d'une influence médiatique ouverte (RT/Sputnik) à une guerre hybride (mars 2022-2024) caractérisée par des outils numériques clandestins ([Doppelgänger](#) depuis le printemps 2022, [Matriochka](#) depuis septembre 2023) couplés à des actions physiques de déstabilisation sur le territoire français ([tags](#), [cercueils](#), [menaces terroristes](#)) à partir de fin 2023, exploitant des proxys et l'IA.

Cela s'explique par l'abandon progressif, à partir de mars 2022, des canaux d'influence russes identifiés et institutionnalisés au profit de dispositifs informationnels plus discrets, fragmentés et difficiles à attribuer, combinant actions numériques et physiques. [La suspension de RT et Sputnik](#) par l'Union européenne a marqué un tournant décisif : privée de ses vitrines médiatiques officielles, la Russie a réorganisé sa stratégie d'influence en relocalisant la production de contenus à Moscou tout en multipliant les relais indirects plus adaptable aux contextes politiques français.

Cette mutation s'est accompagnée d'une [massification sans précédent](#) des opérations de désinformation, reposant notamment sur l'usurpation de l'identité de médias et d'institutions françaises. Dès le printemps 2022, des centaines de faux sites imitant l'apparence de titres de presse reconnus ont été déployés afin de donner aux narratifs pro-Kremlin une crédibilité artificielle, tout en contournant la méfiance croissante du public à l'égard des sources explicitement russes. Ce procédé, identifié sous le nom d'opération *Doppelgänger*, a démontré une capacité d'adaptation rapide aux séquences politiques françaises, notamment lors des élections, en exploitant l'urgence informationnelle et la confusion propre aux périodes de crise.

Parallèlement, les campagnes d'influence russes ont gagné en [sophistication technique](#), en intégrant des réseaux de bots plus élaborés et des contenus coordonnés destinés à saturer l'espace informationnel. L'émergence de dispositifs comme Matriochka illustre cette logique de surcharge, consistant à noyer journalistes et vérificateurs de faits sous un afflux de faux contenus, souvent diffusés en premier lieu sur [Telegram](#), avant d'être repris et amplifiés sur d'autres plateformes.

Cette évolution ne se limite toutefois pas au champ numérique. Depuis la fin de l'année 2023, les opérations d'influence russes se caractérisent par une hybridation croissante entre actions informationnelles et actes physiques de déstabilisation sur le territoire français. Des événements en apparence isolés tags, mises en scène symboliques ou [dépôts d'objets provocateurs](#) ont été rapidement amplifiés en ligne par les réseaux de désinformation, créant un effet de résonance destiné à provoquer peur, indignation ou polarisation. Le recours à des intermédiaires rémunérés, souvent étrangers au contexte politique français, permet de maintenir une distance opérationnelle tout en assurant une exécution rapide et coordonnée.

Cette stratégie opportuniste repose enfin sur l'instrumentalisation systématique des crises et des grands événements. Qu'il s'agisse du [conflit au Proche-Orient](#), des [déclarations présidentielles sur l'Ukraine](#) ou des [Jeux Olympiques](#) de Paris 2024, chaque séquence sensible devient un levier pour fragiliser la cohésion nationale et présenter la France comme isolée, vulnérable ou menacée. En exploitant l'anxiété collective et la vitesse de circulation de l'information, ces opérations cherchent moins à convaincre qu'à désorienter, en brouillant les repères et en affaiblissant durablement la confiance dans les institutions et les médias.

Conclusion

Ce rapport montre que l'affrontement informationnel russo-français ne relève plus d'une influence médiatique frontale, mais d'une stratégie d'érosion, héritière des « mesures actives » soviétiques et modernisée par le numérique et l'IA. Son objectif n'est pas tant de convaincre que de désorganiser le débat public, affaiblir la cohésion nationale et réduire la capacité de la France à agir, sur la scène nationale et à l'international.

Un constat central s'impose : l'ingérence russe repose rarement sur l'invention de faits. Elle privilégie une désinformation adossée au réel, fondée sur l'extraction et la décontextualisation d'éléments véridiques : tensions identitaires, inégalités territoriales, crises sociales, sentiment d'abandon, violences ou pressions migratoires. Le mensonge ne réside pas toujours dans l'information brute, mais dans sa mise en récit orientée et son usage politique.

Cette mécanique éclaire la place singulière des Outre-mer qui dépassent leur seule valeur stratégique pour toucher au cœur de l'État : intégrité territoriale, continuité juridique et appartenance nationale. Là où les fragilités matérielles et symboliques sont plus visibles, l'écart entre le niveau de vie attendu et l'expérience vécue devient un levier d'ingérence étrangère. À Mayotte, cette logique franchit un seuil géopolitique lorsque des acteurs comme la Russie soutiennent explicitement la revendication territoriale des Comores, contestant directement la souveraineté française. Les événements de Nouvelle-Calédonie en 2024 confirment que la guerre de l'information peut accompagner et amplifier des crises réelles, jusqu'à fragiliser l'ordre établi.

À l'échelle de l'Hexagone, la même logique venant des « mesures actives » exploite les lignes de fracture sociales et identitaires : antisémitisme, islamophobie, racisme, immigration, violences policières ou conflits mémoriels en attisant simultanément les partis extrêmes. L'objectif n'est pas l'adhésion, mais la fragmentation durable et la délégitimation du débat public.

Ces narratifs s'appuient sur des méthodes industrielles de diffusion : réseaux coordonnés, amplification algorithmique, usurpation de médias et recours à des experts, qui donnent une apparence de crédibilité analytique à des discours orientés et facilitent leur circulation.

En définitive, la menace décrite n'est pas seulement informationnelle : elle est politique, sociale et territoriale. Elle tente de saper la confiance générale dans l'information en France. Face à une désinformation fondée sur l'exploitation du réel, la réponse ne peut être uniquement technique ou répressive. Elle doit être globale : attribution et dissuasion, limitation de l'amplification, et point décisif traitement des vulnérabilités structurelles qui rendent l'ingérence crédible. Car lorsque l'adversaire n'invente pas les faits mais les instrumentalise, la défense de la souveraineté est d'autant plus dure et doit passer par un traitement des faits et non de son instrumentalisation.

1. Frise Chronologique

2013



2014



2015

Avril

8 avril 2015

- **Attaque** : Cyberattaque contre TV5Monde : piratage de la diffusion et des réseaux sociaux, attribué à un groupe de hackers lié au renseignement russe.

Septembre

- **Guerre** : début de l'intervention militaire russe en Syrie, accompagnée d'une campagne informationnelle critiquant les positions occidentales, relayée en Europe.

Octobre

- **Russie** : Fil est prouvé que l'Agence de Recherche Internet russe (IRA), entreprise financé par le Kremlin et crée par Evgueni Prigojine emploie des centaines de jeunes russes formés aux positions du Kremlin afin d'exploité des sujets clivants à l'aide de faux comptes et de bots pour amplifier les tensions sociales. Quelque dizaines de personnes ont ainsi pu atteindre 150 millions d'abonnés via Facebook et Instagram.

2016

Janvier

- **Russie** : 2016 apparait comme une phase d'installation et de test des outils narratifs qui seront utilisés en 2017 (le figaro).

décembre

30 décembre

- **Russie** : Les médias Russes RT et Sputnik intensifient leur contenus propageants des narratifs russe sur l'état d'urgence et les sanctions de l'UE.

2017

Février

15 février

- **Elections FR** : La France met en garde publiquement contre toute ingérence étrangère (incluant la Russie) dans les élections présidentielles, affirmant qu'elle répliquerait à toute tentative de manipulation.

Mai

7 Mai

- **Elections FR** : Second Tour des élections présidentielles

10 mai

- **Attaque** : Publication massive de mails de campagne de Macron, attribuée à des hackers liés à l'intelligence russe.

29 mai

- **Politique FR-RU** : Le président russe Vladimir Poutine est reçu à Paris à l'invitation d'Emmanuel Macron, avec une conférence de presse conjointe sur les relations franco-russes et les conflits en Syrie et en Ukraine.

2018

Mai

24 - 25 mai

- **Politique FR-RU** : Macron en visite officielle en Russie avec Poutine pour dialogue bilatéral.

Mars

- **Politique FR-RU** : Rapport franco-russe de dialogue parlementaire pour renforcer la confiance.

19 mars

- **Politique FR-RU** : Macron appelle Poutine pour renforcer le dialogue stratégique.

Novembre

17 novembre :

- **Attaque** : Début du mouvement des **Gilets jaunes**, rapidement amplifié en ligne par de nombreux comptes pro-Kremlin ou automatisés.

Décembre

- **Politique FR-RU** : Conseil économique franco-russe (CEFIC) pour développer les coopérations.

2019

Avril

15 avril

- **Incendie de Notre-Dame de Paris** : les autorités et plusieurs médias identifient une circulation massive de fausses informations et récits complotistes, amplifiés par des réseaux et médias pro-russes.

Août

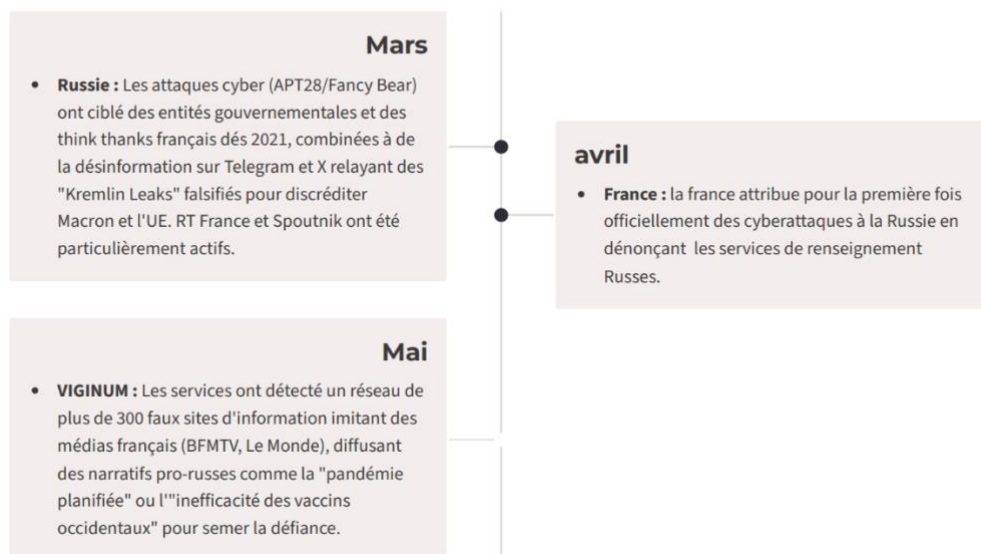
19 août

- **Politique FR-RU** : Emmanuel Macron reçoit Vladimir Poutine au fort de Brégançon pour relancer le dialogue stratégique France-Russie, tout en reconnaissant des désaccords profonds sur les ingérences et la cybersécurité.

2020



2021



2022

Février

24 février :

- **Attaque** : Invasion UKRAINE par la Russie
- **VIGINUM** ouvre une opération dédiée au suivi des ingérences numériques étrangères (INE)
- **Attaque** : industrialisation de l'utilisation de faux experts et un couplage à une stratégie de communication numérique sur les réseaux sociaux.

Février

27 Février - 31 Mars :

- **Russie** : la Russie est accusée d'avoir perpétré un massacre dans la ville de Butcha. 287 morts, hommes, femmes et enfants, sont recensés par les forces ukrainiennes.

Mars

1 Mars :

- **Politique UE** : L'Union européenne impose des mesures restrictives pour contrer la propagande russe
- **Politique UE** : Suspension des activités de diffusion des médias transnationaux russes RT et Sputnik.

Avril

10-13 Avril :

- **Politique FR** : Élections présidentielles française

2023

Mars

19 mars

- **Russie** : Le directeur du SVR, Sergueï Narychkine, affirme que la France préparerait l'envoi de 2 000 soldats en Ukraine.

Avril

- **VIGINUM** : Ouverture de l'opération dédiée à la protection du débat public numérique entourant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 (JOP24) par VIGINUM

Juin

11 juin

- **Politique FR** : La France attribue officiellement l'opération *Doppelgänger* à des acteurs russes, dénonçant une stratégie de « guerre hybride ».

Septembre

- **Russie** : Création de "African Initiative", ancrage associatif local dans certains pays africains, (au Burkina Faso, 1ère source d'information du pays RADIO)

Octobre

26-31 Octobre :

- **Attaque** : Étoiles de David sur le mémorial de la Shoah

Novembre

2 Novembre :

- **Rapport annuel** : Rapport annuel de la délégation parlementaire au renseignement : 22 recommandations pour renforcer la lutte contre les ingérences étrangères, avec l'idée d'un projet de loi dédié.

Décembre

- **VIGINUM** : dénonce le PORTAL KOMBAT : réseau de faux sites d'information numériques qui diffusent des contenus pro-russes à des publics internationaux. Composé d'au moins 139 sites il s'est concentré sur les pays occidentaux depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Juillet

- **Attaque** : Fausse manifestation : anti-ukrainiennes dans plusieurs capitales européennes

Septembre

- **Politique UE** : EU DisinfoLab met au jour l'opération et la nomme Doppelgänger

2024

Février

1 Février :

- **Politique UE** aide supplémentaire de 50 milliards d'euros à l'UKRAINE

24 février

- **Déclaration officielle** : Macron annonce que la France continue son soutien politique, militaire et financier à l'Ukraine, avec une aide supplémentaire prévue pour 2024.

Mars

12 mars

- **Politique FR** : Débat à l'Assemblée nationale sur le soutien français à l'Ukraine (aide financière et livraisons d'armes), suivi d'un vote symbolique.

Mai

13-14 Mai :

- **Attaque** : opération "red hands" - Graffiti avec empreintes rouges sur le Mur des Justes du mémorial de la Shoah

Juin

1 juin :

- **Attaque** : cercueils déposés devant la tour Eiffel

3 juin

- **Attaque** : Attentat déjoué à Roissy-en-France : un homme de 26 ans, pro-russe, se blesse en manipulant un explosif artisanal dans un hôtel.

6 juin

- **Politique FR** : Macron accueille le président ukrainien Volodymyr Zelensky en France
- **Politique FR** : Le ministère des Armées publie une actualisation des livraisons d'équipements militaires à l'Ukraine (blindés, munitions, drones, etc.), avec plus d'1 milliard d'euros supplémentaire

Juillet

1 Juillet :

- **Attaque** : "opération Storm-1516" - Diffusion d'une fausse facture prétendant qu'Olena Zelenska avait acheté une voiture Bugatti de luxe (4,5 millions d'euros) lors d'une visite officielle de Volodymyr Zelensky en France.

23 Juillet :

- **Media** : La start-up Newsguard a publié ses premiers résultats. Il a relevé 14 "récits faux" viraux dans plusieurs langues et plusieurs pays, concernant les JO 2024.

26 Juillet :

- **Cérémonie d'ouverture** des JEUX OLYMPIQUES

Septembre

30 Septembre :

- **RT (Russian Today)**, contourne les sanctions et redevient accessible sur le web sans besoin de VPN

Decembre

7 Décembre :

- **Réouverture de la cathédrale** Notre-Dame de Paris

17 décembre :

- **Attaque** : Plusieurs milliers d'influenceurs européens, dont des Français, auraient été approchés et, pour certains, payés pour diffuser des contenus favorables à la propagande menée par le Kremlin.

18 décembre :

- **Politique FR** : Jean-Noël Barrot confirme lors de son audition à l'Assemblée nationale, en réponse à une députée citant Le Monde.

2025

Janvier

3 Janvier :

- **Presse FR** Fausse couverture de Charlie Hebdo : "Qu'est-ce qu'une réouverture de Notre-Dame sans un bossu ?" en référence à la réouverture de l'emblématique cathédrale parisienne en décembre.

17 Janvier :

- **Enquête de l'UE** sur les algorithmes et fonctionnement de la plateforme X : souhaite une investigation rapide et transparente.

23 janvier :

- **Déclaration officielle RUSSIE** : Maria Zakharova (porte parole du ministère russe des affaires étrangères) accuse la France de se préparer à un conflit avec Moscou.

Février

14 février :

- **Déclaration officielle** : Emmanuel Macron déclare dans une interview que seules les autorités ukrainiennes peuvent négocier leur avenir, mettant en garde contre un accord de paix qui serait une capitulation face à la Russie

Mars

5 mars :

- **Déclaration officielle FR** : Macron s'adresse aux Français et affirme que la Russie représente une menace pour la sécurité de l'Europe.

6 mars :

- **Déclaration officielle RUSSIE** : Sergueï Lavrov (ministre Russe des affaires étrangères) qualifie les propos nucléaires (possible élargissement de la protection nucléaire Française à l'Europe) du président Français de menace contre la Russie.

27 Mars :

- **Attaque** : Faux sondage IFOP, "71% des Français estiment que leur vie serait meilleure si Poutine était président de la France"

Juin

11 Juin :

- **Politique FR** : Adoption de la loi à l'assemblée nationale - Résolution européenne : *appelant à la régulation des réseaux sociaux face aux ingérences étrangères*

Juillet

11 juillet France

- **Déclaration officielle** : Thierry Burkhard, déclare que la Russie constitue une menace durable pour la France et l'Europe.

Septembre

9 Septembre :

- **Attaque** : "têtes de porc" devant mosquées

Octobre

- **Communiqué officiel FR** : Ministère des Armées française face à la diffusion de fausse information dans la presse FR: Un point de vue relayé par l'agence russe **Tass**, qui estime que "le président français cherche une dernière occasion d'entrer dans l'histoire comme un Napoléon moderne, malgré sa popularité en baisse dans son pays". Il cherche "désormais à entrer dans l'histoire par la guerre".

Novembre

18 novembre

- **Déclaration officielle** : Le général Fabien Mandon, déclare devant le Congrès des maires que la France doit « accepter de perdre ses enfants » dans le contexte d'une éventuelle confrontation dans les années à venir, provoquant une large polémique politique et médiatique sur la portée de ses propos.

24 Novembre :

- **Presse FR** : Reporters sans frontières identifie 85 faux sites francophones qui imitent la presse locale pour détourner l'actualité française

BIBLIOGRAPHIE

Assemblée nationale. (2013, 6 février). 17^e session. <https://www.assemblee-nationale.fr>

Assemblée nationale. (2023, 1er juin). *Rapport au nom de la commission d'enquête relative aux ingérences politiques, économiques et financières de puissances étrangères – États, organisations, entreprises, groupes d'intérêts, personnes privées – visant à influencer ou corrompre des relais d'opinion, des dirigeants ou des partis politiques français* (Rapport n° 1311, Tome I). https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/ceingeren/l16b1311-t1_rapport-enquete

Cairn.info. (2017). *Les campagnes d'influence russes* [Revue Défense nationale, n°6, p. 93]. <https://shs.cairn.info/revue-defense-nationale-2017-6-page-93?lang=fr>

Carnegie Council for Ethics in International Affairs. (s.d.). *Russian soft power in France: Assessing Moscow's cultural and business para-diplomacy*. <https://www.carnegiecouncil.org/media/series/russian-soft-power-in-france/russian-soft-power-in-france-assessing-moscows-cultural-and-business-para-diplomacy>

Centre européen sécurité et stratégie. (s.d.). *Jeunesses sous influence : fake news, ingérences étrangères et dérives informationnelles sur les réseaux*. <https://www.centre-europeen-securite-strategie.eu/post/jeunesses-sous-influence-fake-news-ingerences-etrangeres-et-derives-informationnelles-sur-les-res>

Conseil de l'Union européenne. (2022, 2 mars). *EU imposes sanctions on state-owned outlets RT-Russia Today and Sputnik's broadcasting in the EU*. <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/02/eu-imposes-sanctions-on-state-owned-outlets-rtrussia-today-and-sputnik-s-broadcasting-in-the-eu/>

Conseil de l'Union européenne. (s.d.). *Kremlin disinformation: Research papers*. <https://consilium-europa.libguides.com/Kremlin-Disinformation/Research-papers>

Crise Help. (s.d.). *Faux médias locaux : désinformation Russie – Chine*. <https://crisehelp.fr/faux-medias-locaux-desinformation-russie-chine/>

Délégation permanente de la France auprès de l'OSCE. (2023, 9 novembre). *New Russian digital interference against France*. <https://osce.delegfrance.org/Russia-New-russian-digital-interference-against-France-9-November-2023>

Direction générale de l'armement. (2025, juin). *Six mois de désinformation russe à l'encontre de la France*. Ministère des Armées. <http://www.defense.gouv.fr/desinformation/nos-analyses-froid/janvier-juin-2025-six-mois-desinformation-russe-lencontre-france>

Direction générale du Trésor. (2018, 17 décembre). *24^e édition du Conseil économique, financier, industriel et commercial franco-russe (CEFIC)*. <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/2018/12/17/24eme-edition-du-cefic>

École de la paix (EPF). (2022, mars). *Totalité et influence : stratégies russes en Europe et au-delà* [Rapport PDF]. https://www.epfweb.org/sites/default/files/2022-03/EPF_EN_TOTI_9SEP%20DEF%20-%20FR.pdf

Factuel (AFP). (2024). *Désinformation : fausses nouvelles et propagande russe en Europe*.

<https://factuel.afp.com/doc.afp.com.74BD6NQ>

Factuel. (s.d.). *Attention, ce reportage diffusant un prétendu sondage sur l'opinion des Français sur Poutine a été tronqué*. <https://www.afp.com/factuel>

France 24. (2017, 29 mai). *France warns of retaliation if Russia meddles in election*.

<https://www.france24.com/en/20170529-france-warns-retaliation-russia-meddle-election>

France Culture. (2024). *Les influenceurs français du Kremlin* [Podcast]. Radio France.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/les-influenceurs-francais-du-kremlin-7584251>

Franceinfo. (2023, 8 juin). *La Russie prête à mener des "actions violentes" pour déstabiliser la France*

[?https://www.radiofrance.fr/franceinfo](https://www.radiofrance.fr/franceinfo)

Franceinfo. (2024, 21 février). *Jeux olympiques de Paris 2024 : 14 fausses informations largement relayées dans le monde selon NewsGuard* [Podcast]. Radio France.

<https://www.radiofrance.fr/franceinfo/podcasts/le-vrai-ou-faux/jo-de-paris-2024-14-fausses-informations-largement-relayees-dans-le-monde-selon-newsguard-2212124>

Institut français des relations internationales (IFRI). (2024). *Autopsie de cinq fake news poussées par la propagande pro-russe*. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/autopsie-de-cinq-fake-news-poussees-par-la-propagande-pro-russe>

Institut français des relations internationales (IFRI). (2024). *Faux sites d'infos dans nos régions : enquête sur une guerre de l'information*. <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/faux-sites-dinfos-dans-nos-regions-enquete-sur-une-guerre>

Lansing Institute. (2025, 15 septembre). *Russia's hybrid playbook in France: Extremist convergence and information warfare*. <https://lansinginstitute.org/2025/09/15/russias-hybrid-playbook-in-france-extremist-convergence-and-information-warfare/>

Leveque, J. (2024, septembre). *Russian malign activities in France since 2022: Stoking tensions, sowing disorder, disrupting assistance to Ukraine* [Analysis report]. International Centre for Defence and Security (ICDS). https://icds.ee/wp-content/uploads/dlm_uploads/2024/09/ICDS_Analysis_Russian_Malign_Activities_in_France_Since_2022_Justin_Leveque_September_2024-1.pdf

Le Monde. (2019, 6 décembre). *MacronLeaks : des hackers d'État russes ont bien visé la campagne présidentielle de 2017*. https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/12/06/macronleaks-des-hackers-d-etat-russes-ont-bien-visé-la-campagne-presidentielle-de-2017_6021987_4408996.html

Le Monde. (2023, 7 mai). *How Russia is staging fake protests in Europe to discredit Ukraine*.

https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/05/07/how-russia-is-staging-fake-protests-in-europe-to-discredit-ukraine_6025808_4.html

Le Monde. (2024, 12 février). *La France met au jour un vaste réseau de sites de désinformation russe*.

https://www.lemonde.fr/pixels/article/2024/02/12/la-france-met-au-jour-un-vaste-reseau-de-sites-de-desinformation-russe_6216147_4408996.html

Le Monde. (2025, 29 avril). *La France attribue pour la première fois officiellement des cyberattaques à la Russie*. https://www.lemonde.fr/international/article/2025/04/29/la-france-attribue-pour-la-premiere-fois-officiellement-des-cyberattaques-a-la-russie_6601713_3210.html

Le Parisien. (2023, 12 mars). *Ingérences russes en France : la DGSI demande aux forces de l'ordre d'être sur le qui-vive*. <https://www.leparisien.fr>

Le Point. (2024, 5 avril). *Ingérence russe : ce qu'on sait de "Voice of Europe", ce média tchèque soupçonné d'espionnage au Parlement européen*. https://www.lepoint.fr/monde/ingerence-russe-ce-qu-on-sait-de-voice-of-europe-ce-media-tcheque-soupconne-d-espionnage-au-parlement-europeen-05-04-2024-2556872_24.php

Le Pèlerin. (s.d.). *Désinformation, élections, Jeux olympiques : la France dans le viseur de la Russie*. <https://www.lepelerin.com/france/societe/desinformation-elections-jeux-olympiques-la-france-dans-le-viseur-de-la-russie-9839>

Le Temps. (2024). *Les autorités françaises dévoilent un vaste réseau de sites de propagande russe vers l'Europe et les États-Unis*. <https://www.letemps.ch>

Mediapart. (2023, 5 novembre). *French spy agency's concerns over links between far-right Rassemblement National members and Russia*. <https://www.mediapart.fr/en/journal/france/051123/french-spy-agencys-concerns-over-links-between-far-right-rassemblement-national-members-and-russia>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2023, 5 décembre). *Statement by Ms Catherine Colonna – Foreign digital interference: France's response*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security-disarmament-and-non-proliferation/news/2023/article/statement-by-ms-catherine-colonna-foreign-digital-interference-france-s>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2024, 12 février). *Foreign digital interference: France detects a Russian propaganda network*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/russia/news/2024/article/foreign-digital-interference-france-detects-a-russian-propaganda-network-12-feb>

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2024, 20 février). *Les manipulations de l'information 2.0* [PDF]. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/les_manipulations_de_l_information_2_cle04b2b6.pdf

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. (2024, 20 février). *Désinformation sur la guerre en Ukraine* [Dossier PDF]. https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/a4_dp-vs_desinfo-ukraine_v3_web-20-02-24_cle0111ee.pdf

Ministère des Armées. (2025). *Disinformation: A weapon of war*. <http://www.defense.gouv.fr/en/news/disinformation-weapon-war>

Ministère des Armées. (2025, juin). *African Initiative : au cœur de la stratégie d'influence russe en Afrique*. <https://www.defense.gouv.fr/actualites/african-initiative-au-coeur-strategie-dinfluence-russe-afrique>

Ministère des Armées & Viginum. (2025, 24 février). *War in Ukraine: Three years of Russian information operations*[Rapport PDF]. Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN). https://www.sgdsn.gouv.fr/files/2025-02/20250224_TLP-

[CLEAR NP SGDSN VIGINUM War%20in%20Ukraine Three%20years%20of%20Russian%20informati on%20operations 1.0 VF.pdf](#)

RTL. (2024, 10 mars). *Moscou accuse la France de préparer l'envoi de troupes en Ukraine : Paris dément et évoque une attaque informationnelle*. <https://www.rtl.fr/actu/international/moscou-accuse-la-france-de-preparer-l-envoi-de-troupes-en-ukraine-paris-dement-et-evoque-une-attaque-informationnelle-7900559950>

Sénat. (2023). *Désinformation, manipulations de l'information et ingérences étrangères : une menace pour nos démocraties* [Rapport n° 810 (2022-2023)]. https://www.senat.fr/rap/r22-810/r22-810_mono.html

Service du gouvernement pour la défense et la sécurité nationale [SGDSN] – VIGINUM. (2024, septembre). *Synthèse de la menace informationnelle ayant visé les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 – Rapport public*. https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20240913_NP_SGDSN_VIGINUM_Rapport%20me nace%20informationnelle%20durant%20les%20JOP24_VFF_0.pdf

Service du gouvernement pour la défense et la sécurité nationale [SGDSN] – VIGINUM. (2025, février). *Guerre en Ukraine : trois années d'opérations informationnelles russes* (Version 1.0). https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20250224_TLP-CLEAR_NP_SGDSN_VIGINUM_Guerre%20en%20Ukraine_Trois%20années%20d%27opérations%20inf ormationnelles%20russes_1.0_VF.pdf_SGDSN

Service du gouvernement pour la défense et la sécurité nationale [SGDSN] – VIGINUM. (2025, 6 mai). *Analyse du mode opératoire informationnel russe Storm-1516*. <https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/analyse-du-mode-operatoire-informationnel-russe-storm-1516>

TF1 Info. (2024). *Gilets jaunes, fake news et ingérence russe : on fait le point*. <https://www.tf1info.fr/societe/gilets-jaunes-fake-news-desinformation-ingerence-russe-faux-comptes-twitter-on-fait-le-point-2107053.html>

The Conversation. (2024, 22 juin). *Les jeunes, cibles privilégiées des campagnes de désinformation menées par la Russie*. <https://theconversation.com/les-jeunes-cibles-privilegiees-des-campagnes-de-desinformation-menees-par-la-russie-248615>

War on the Rocks. (2025, 7 juillet). *Calling out Russia: France's shift on public attribution*. <https://warontherocks.com/2025/07/calling-out-russia-frances-shift-on-public-attribution/>

Vie publique. (2017, 29 mai). *Conférence de presse conjointe de MM. Emmanuel Macron, Président de la République, et Vladimir Poutine*. <https://www.vie-publique.fr/discours/204109-conference-de-presse-conjointe-de-mm-emmanuel-macron-president-de-la-r>

Vie publique. (s.d.). *Rapport sur l'agenda de confiance entre la France et la Russie*. <https://www.vie-publique.fr>

Wikipedia. (s.d.). *2017 Macron e-mail leaks*. https://en.wikipedia.org/wiki/2017_Macron_e-mail_leaks

Wikipédia. (s.d.). *Format Normandie*. https://fr.wikipedia.org/wiki/Format_Normandie

EGE Ecole de Guerre
Economique

Ecole de Guerre Economique

196 rue de Grenelle, 75007 Paris

ege.fr



AEGE – Le réseau d’experts en intelligence
économique

aege.fr

portail-ie.fr

infoguerre.fr